

Service du soutien au réseau
Sous-direction de la communication, programmation et veille économique
Bureau de la veille économique et des prix

Prix, production et consommation de viande bovine en France et dans l'Union européenne

Auteur : Nicolas ROUX¹

La France est le premier pays européen producteur de viande bovine, devant l'Allemagne. La filière bovine, secteur très important de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire nationales, a fortement évolué depuis les années 1970, notamment avec les changements d'orientations opérés par la Politique Agricole Commune (PAC) au niveau européen. Du côté de la demande, les habitudes des consommateurs français ont également évolué, ce qui a eu un impact sur l'ensemble de la filière, des producteurs aux distributeurs, en passant par les industriels de la transformation.

Dans un premier temps, cette étude analyse, en lien avec l'évolution des prix à la production, le développement de la production française de viande bovine, dans le contexte de la politique agricole commune et des différentes crises connues par la filière depuis les années 1970. L'évolution de la production est marquée depuis 1970 par la baisse du cheptel laitier. Les prix à la production augmentent de manière conséquente depuis les années 2000.

Dans un deuxième temps, cette analyse dresse une comparaison des productions de viande bovine des grands pays producteurs de l'Union européenne, en suivant l'évolution des prix à la production. La comparaison des cheptels bovins au niveau européen montre la place prédominante de la France, devant l'Allemagne et le Royaume-Uni en déclin depuis le début des années 1990 ; quant aux prix à la production, ils évoluent plutôt à la hausse depuis 2005, dans le même faisceau depuis 2010 pour tous les pays comparés (qui sont également membres de la zone euro) excepté le Royaume-Uni où ils sont beaucoup plus haussiers.

Enfin, cette étude apporte un éclairage sur l'évolution des prix au détail de la viande de bœuf et de la consommation des ménages français, en relation avec les changements constatés depuis le début des années 1990 dans les modes de consommation et les circuits de commercialisation. L'évolution de la consommation de viande bovine par les ménages français se caractérise par une augmentation très importante entre 1970 et 1988, puis des années de déclin notamment au cours des crises sanitaires touchant les bovins en Europe dans les années 1990, et après une reprise depuis 2002, un net déclin après 2010, alors que les prix à la consommation de la viande bovine ont augmenté de manière importante depuis 1990.

¹ Chargé d'études au bureau de la veille économique et des prix.

1) L'évolution de la production est marquée depuis 1970 par la baisse du cheptel laitier tandis que les prix à la production augmentent de manière conséquente depuis les années 2000

a) le cheptel : moins de vaches laitières, plus de vaches allaitantes

La production de viande bovine provient de deux filières différentes :

- d'une part, l'abattage des bovins issus du **cheptel allaitant**, spécifiquement dédiés à la production de viande. Ces bovins sont principalement de race Charolaise, Limousine, Blonde d'Aquitaine, Salers et Aubrac.

- d'autre part, de l'abattage des **vaches laitières** qui ont terminé leur carrière en production laitière et sont mises à la réforme (une vache de réforme est une vache écartée du troupeau pour être abattue).

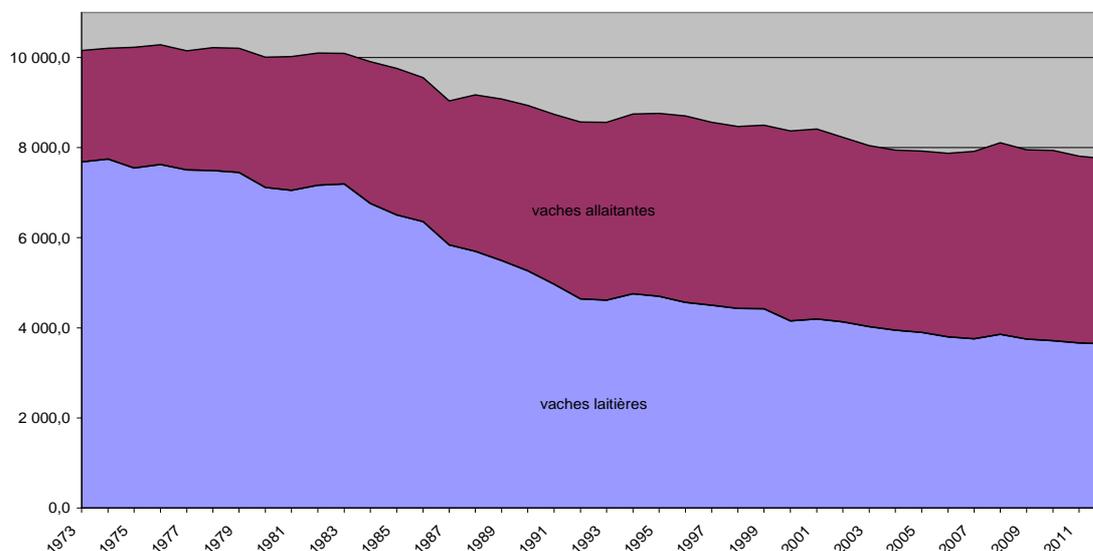
Depuis les années 1970, le cheptel bovin français connaît une diminution continue (-19,0% entre 1983 et 2012), due principalement à la baisse du cheptel laitier. Depuis l'instauration des quotas laitiers en 1984, ce dernier a été quasiment divisé par deux, passant de près de 7,2 millions de têtes au début des années 1980 à 3,6 millions de têtes en 2012 (-49,4% entre 1983 et 2012). Dans le même temps, le cheptel allaitant est passé de 2,9 millions de têtes à 4,1 millions de têtes (+41,8% entre 1983 et 2012).

Tableau 1 : Évolution du cheptel bovin français sur la période 1983-2012

<i>En milliers de têtes</i>	1983	1990	2000	2009	2010	2012
Total bovins	23 518	21 446	20 259	19 199	19 506	19 052
Dont vaches laitières	7 195	5 271	4 193	3 673	3 720	3 644
Dont vaches allaitantes	2 901	3 666	4 314	4 150	4 136	4 114

Source : Ministère de l'Agriculture, étude Graph Agri France 2013, décembre 2013

Evolution du cheptel bovin français (vaches allaitantes et vaches laitières), 1973-2012, en milliers de têtes



Source : Ministère de l'Agriculture, étude Graph Agri France 2013, décembre 2013

b) la production a augmenté entre 1970 et 2011, sa croissance est faible sur les dernières années

Production indigène brute : la production indigène brute d'animaux vivants d'un pays est obtenue par calcul à partir des abattages augmentés des exportations et diminués des importations totales d'animaux vivants. Elle s'exprime en têtes ou en tonnes-équivalent-carcasse.

Tonne-équivalent-carcasse (tec) : unité employée pour pouvoir agréger des données en poids concernant des animaux vivants et des viandes sous toutes leurs présentations : carcasses, morceaux désossés ou non, viandes séchées, etc. On applique au poids brut un coefficient propre à chaque forme du produit : par exemple, 1 pour une carcasse entière par définition, 0,5 pour un gros bovin vivant, 1,3 pour les morceaux désossés, etc.²

Depuis 1970, la production de viande bovine (en milliers de tonnes-équivalent-carcasse) en France a connu une évolution contrastée. Sur la période 1970-2011, elle a progressé en moyenne de 0,5% par an, mais a connu des périodes de croissance sensible (+2,5% par an en moyenne sur la période 1970-1979) et des périodes de décroissance (-0,5% par an en moyenne dans les années 1980). Les années 1990 et 2000 sont des périodes de faible croissance (+0,1% par an en moyenne).

Dans les années 1970, le rôle de la PAC (politique agricole commune) dans l'augmentation de la production doit être souligné. L'un de ses objectifs principaux était en effet de garantir les approvisionnements du marché communautaire.

Tableau 2 : Évolution des taux de variation moyens de la production de bovins et de gros bovins, de 1970 à 2011 (par période de 10 ans)

Taux de variation annuel	Production de viande de bovins (production indigène brute, en milliers de tec) ³	Production de viande de gros bovins (production indigène brute, en milliers de tec) ⁴
Moyenne annuelle 1970-1979	2,5%	3,0%
Moyenne annuelle 1980-1989	-0,5%	0,0%
Moyenne annuelle 1990-1999	0,1%	0,2%
Moyenne annuelle 2000-2011	0,1%	0,4%
Moyenne annuelle 1970-2011	0,5%	0,8%

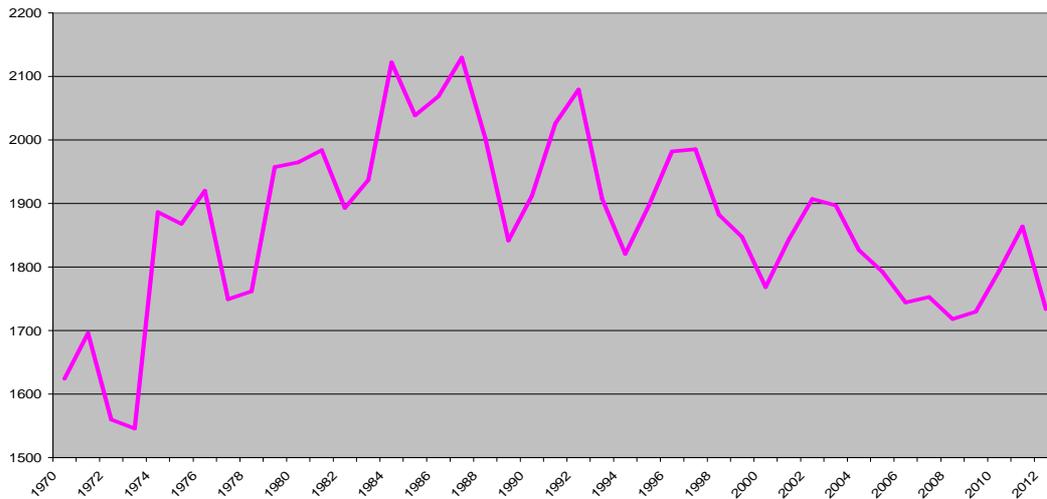
Source : Ministère de l'Agriculture, étude Graph Agri France 2013, novembre 2013

² Définitions issues de l'étude GraphAgri 2013 du Ministère de l'Agriculture.

³ L'appellation « bovins » regroupe les gros bovins (animaux de plus de 300 kg) et les veaux.

⁴ Animaux de plus de 300 kg.

Production de viande de bovins, en milliers de tonnes-équivalent-carcasse, 1970-2012



Source : Ministère de l'Agriculture, étude Graph Agri France 2013, décembre 2013

A partir du milieu des années 1980, la production française de viande bovine diminue, notamment sous l'effet des orientations nouvelles de la PAC qui remettent en cause le modèle dit « productiviste » des années 1960-1970.

Tableau 3 : Évolution de la production de viande de bovins de 1970 à 2012

	Production de viande de bovins (en milliers de tonnes-équivalent-carcasse)
1970	1624
1975	1868
1980	1965
1985	2039
1990	1912
1995	1896
2000	1769
2005	1792
2010	1795
2011	1864
2012	1734

Source : Ministère de l'Agriculture, étude Graph Agri France 2013, décembre 2013

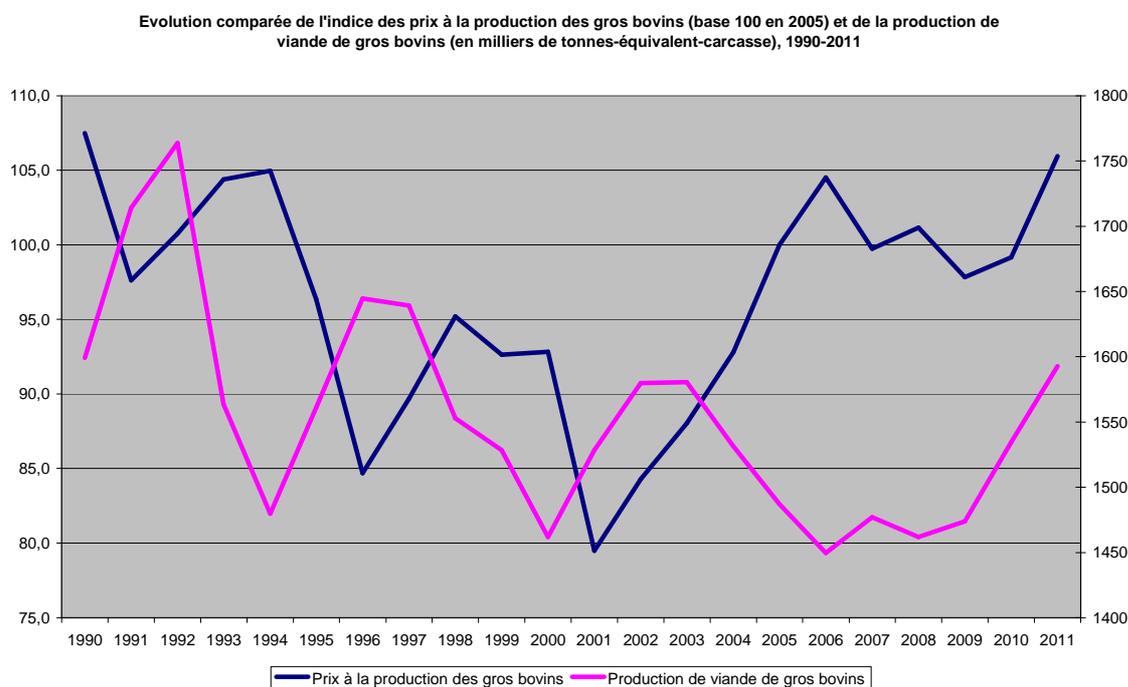
A partir du milieu des années 1990, l'évolution de la production de viande bovine est marquée par plusieurs crises importantes. La première a lieu au milieu des années 1990 et au début des années 2000, avec la découverte de cas d'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine) en France. La production a connu à cette occasion une diminution importante (-4,3% en 2000). La seconde crise a débuté avec le développement de la fièvre catarrhale ovine (FCO) à partir de 2006 et s'est traduite par des mouvements d'animaux vivants restreints en Europe. Ces crises ont entraîné l'instauration de règles très strictes de sécurité sanitaire et ont eu un impact sur la production et la consommation.

De 2008 à 2011, la production française de viande bovine a connu de nouveau une période de croissance, +8,5% entre 2008 et 2011. Cette hausse concerne tant la production de gros bovins (+8,9%) que celle de veau (+5,6%). Elle est due, pour une large part, à l'augmentation des abattages de bovins sous les effets conjugués de prix à la production plutôt favorables et d'une demande dynamique à l'export.

En 2012, la production française de viande bovine a diminué de 7,0% par rapport à son niveau de 2011, principalement en raison d'une chute des abattages.

c) les prix à la production sont en forte hausse de 2001 à 2006 et depuis 2010

Depuis 1990, les prix à la production ont suivi l'évolution de la production, avec un décalage plus ou moins prononcé. Après une forte diminution au moment de la crise de l'ESB au début des années 2000 (-14,4% entre 2000 et 2001), ces prix ont connu entre 2001 et 2006 une augmentation très importante (+31,5%), retrouvant le niveau des prix de la première moitié des années 1990. A partir de 2006, les prix à la production ont connu une nouvelle diminution (-5,1% entre 2006 et 2010), plus limitée cependant que les baisses de prix enregistrées au milieu des années 1990 et au début des années 2000. En revanche, ils ont progressé de manière sensible en 2011, par rapport à 2010 (+6,8%).



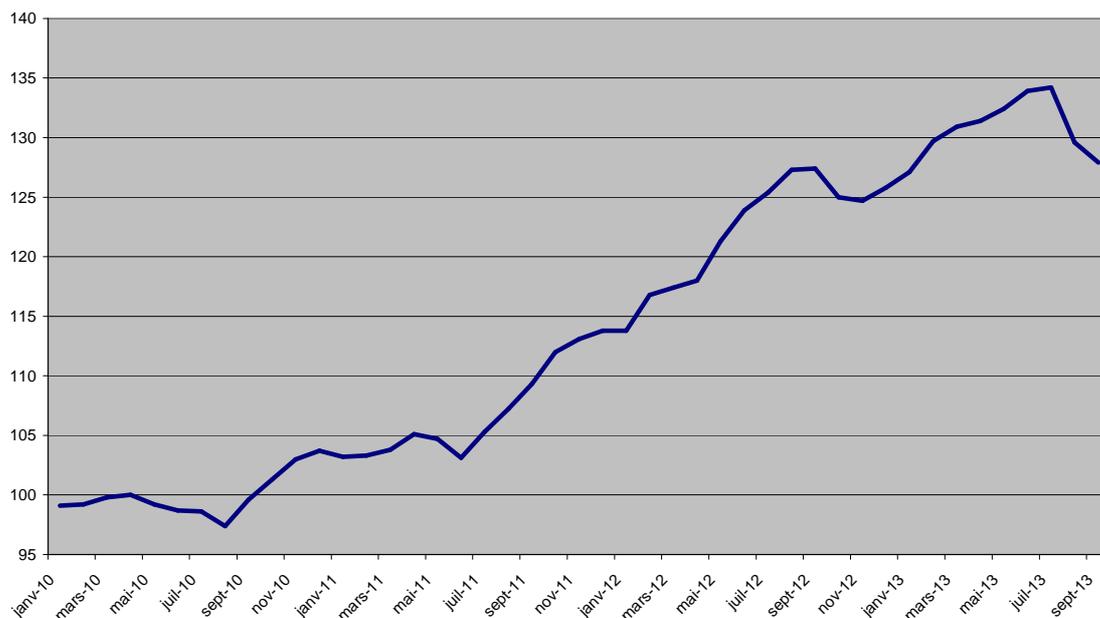
Source : Insee et Ministère de l'Agriculture, étude Graph Agri France 2013, décembre 2013

Entre 2011 et 2013, les prix à la production des gros bovins ont connu une augmentation importante. Cette hausse s'explique essentiellement par un déséquilibre entre l'offre et la demande. En effet, l'offre demeure limitée, à la fois pour ce qui concerne les animaux vivants destinés aux abattoirs français ou à l'exportation, ou pour ce qui concerne la viande, alors que la demande est dynamique depuis 2011, notamment à l'exportation.

Ce dynamisme à l'international peut être mis en relation avec les changements de comportement alimentaire des pays du nord et de l'est de l'Europe. En effet, les habitudes des consommateurs de ces pays ont évolué au cours des dernières années, notamment avec le développement de la consommation des morceaux « nobles » du bœuf (entrecôte, faux-filet, bavette, etc.), au détriment des « bas » morceaux (cuisinés en ragoût, pot-au-feu, etc.). Dans le même temps, les goûts des consommateurs français se sont orientés davantage vers des produits bon marché (viande hachée, etc.). Ces modifications entraînent des changements dans les échanges entre pays, en fonction des nouveaux besoins des consommateurs locaux.

Cette analyse peut s'appliquer également aux pays émergents, à l'échelle mondiale. En effet, non seulement la plupart de ces pays voient leur consommation totale de viande augmenter (notamment les pays émergents comme la Chine, où la consommation de viande par habitant a été multipliée par quatre entre 1980 et 2012, passant de 14,6 kg à 58,2 kg par an⁵), mais, avec la hausse du pouvoir d'achat des consommateurs, les goûts alimentaires évoluent, avec une demande accrue pour les morceaux nobles, notamment en ce qui concerne la viande bovine.

Indice mensuel des prix agricoles à la production (IPPAP) - Base 100 en 2010 - Gros bovins - Données CVS



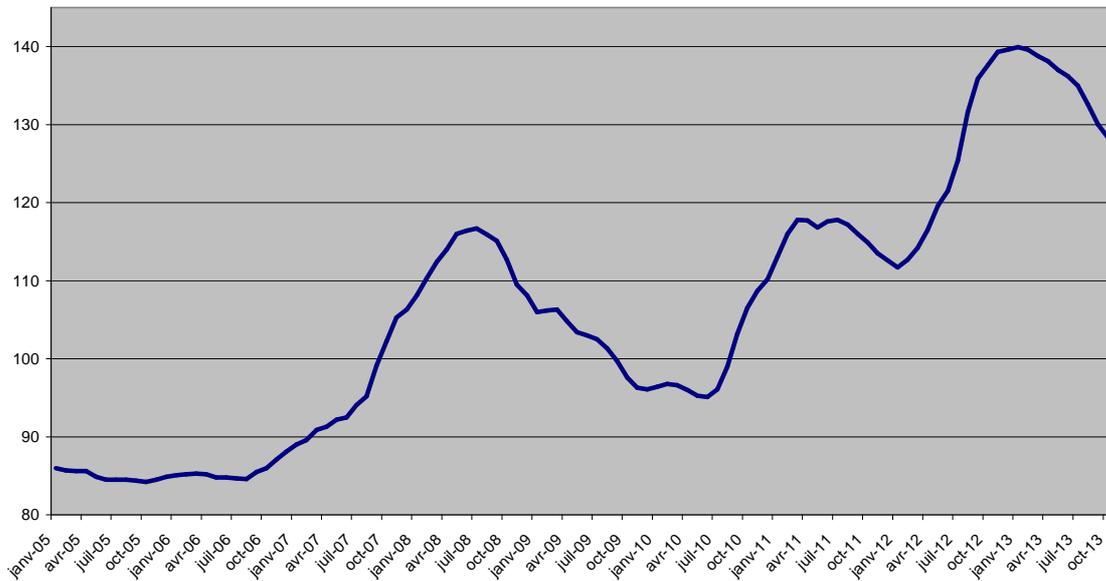
Source : Insee, novembre 2013

En amont, un type de charges paraît particulièrement sensible : celui de l'alimentation animale, dont le poids est très variable selon les systèmes d'exploitations (élevage à l'herbe, existence d'une culture céréalière sur l'exploitation ou achat de l'intégralité de la consommation animale). D'après le rapport 2013 de l'observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires⁶, l'alimentation animale représente entre 10 et 14% des charges des exploitations agricoles spécialisées dans l'élevage bovin. Depuis 2002, cette proportion a eu tendance à augmenter : elle est passée de 10% en 2002 à 14% en 2013, selon les estimations de l'observatoire.

⁵ Cf. FranceAgriMer, *Grandes Cultures*, n° , février 2013, « Trajectoire agricole de la Chine, Dynamique des grandes cultures de 1950 à aujourd'hui ».

⁶ Page 124. Le rapport 2013 est disponible à l'adresse suivante : <http://www.franceagrimer.fr/content/download/28098/248739/file/Rapport%20parlement%202013.pdf>

Indice mensuel brut des prix d'achat des moyens de production agricole - aliments pour gros bovins - 2005-2010 (base 100 en 2010)



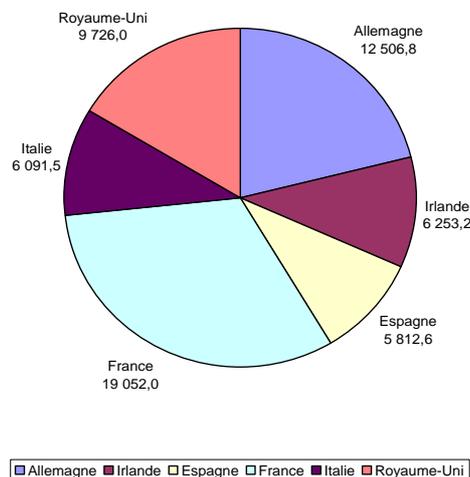
Source : Insee, novembre 2013

Depuis 2007, le prix des aliments pour gros bovins a connu plusieurs augmentations importantes, suivant en cela l'évolution à la hausse des cours des céréales et des oléagineux dans la seconde partie des années 2000. Entre janvier 2012 et janvier 2013, le prix des aliments pour gros bovins a ainsi connu une augmentation de 25,2%.

2) La comparaison des cheptels bovins au niveau européen montre la place prédominante de la France, devant l'Allemagne et le Royaume-Uni en déclin depuis le début des années 1990 ; quant aux prix à la production, ils évoluent plutôt à la hausse depuis 2005, dans le même faisceau depuis 2010 pour tous les pays comparés excepté le Royaume-Uni où ils sont beaucoup plus haussiers

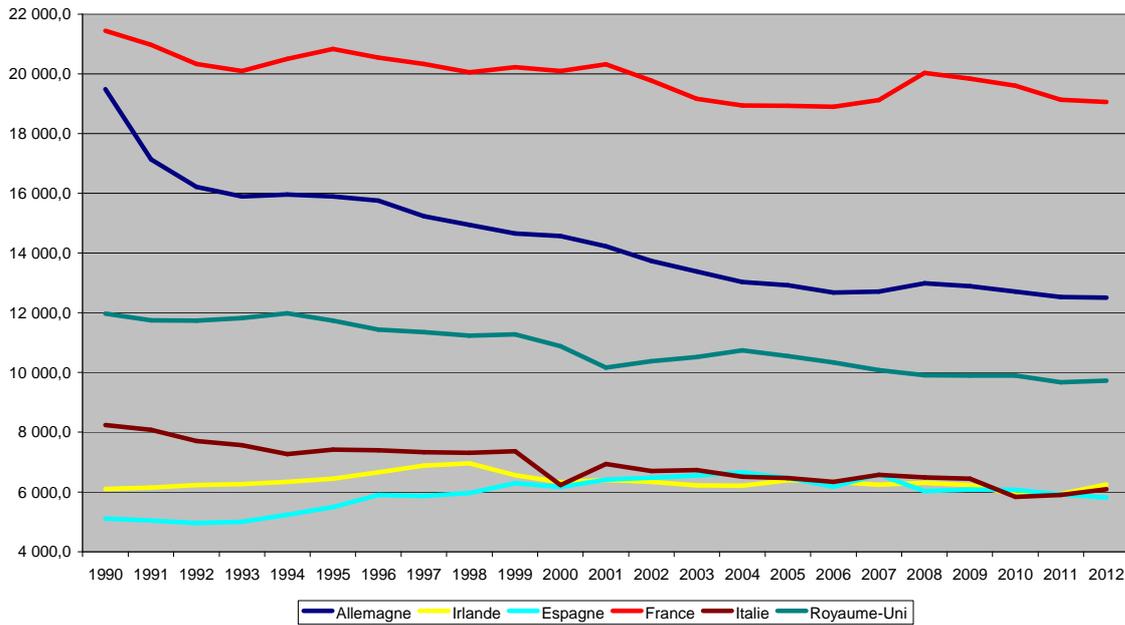
Selon les données disponibles sur le site internet d'Eurostat, en 2012, trois pays possèdent plus de la moitié du cheptel total de l'UE: la France (22%), l'Allemagne (14%) et le Royaume-Uni (11%).

Cheptel bovin des 6 principaux pays producteurs de l'Union européenne en 2012 (en milliers de têtes)



Source : Eurostat, décembre 2013

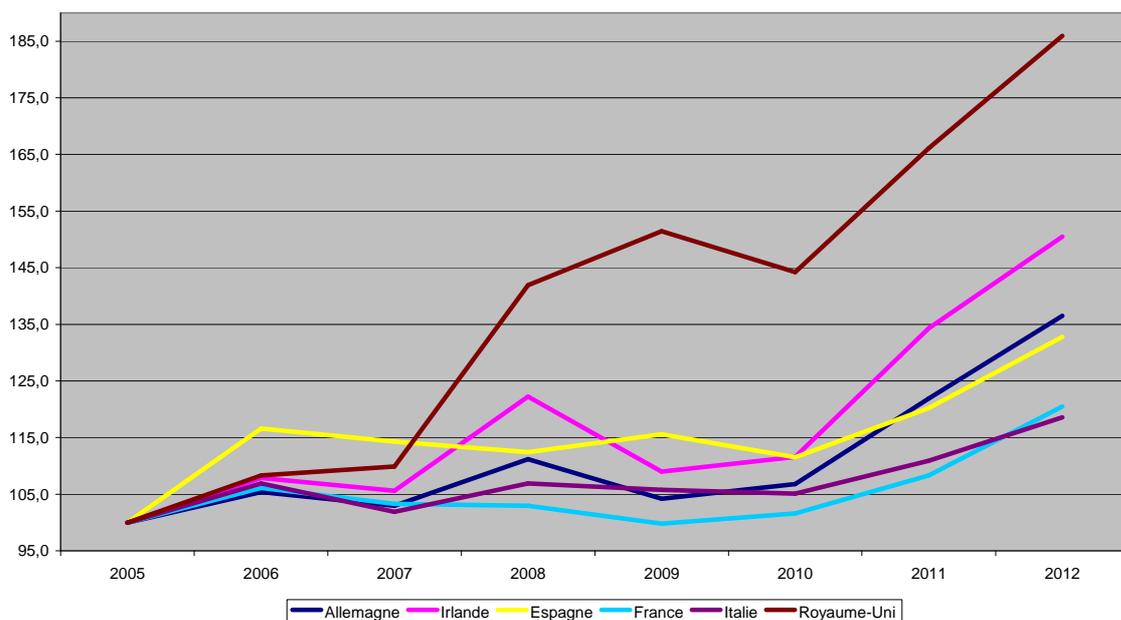
Evolution du cheptel bovin, 1990-2012, en milliers de têtes



Source : Eurostat, décembre 2013

Sur l'ensemble de la période 1990-2012, la France demeure le premier cheptel bovin européen par la taille, malgré une diminution de 11,2% entre 1990 et 2012. Depuis 1990, l'Allemagne a connu une diminution importante et continue de son cheptel bovin (-35,8% entre 1990 et 2012), mais conserve la deuxième place au niveau européen. Le Royaume-Uni a également connu une baisse sensible de son cheptel bovin (-18,7% entre 1990 et 2012). Enfin, depuis le début des années 2000, l'Italie, l'Espagne et l'Irlande ont un cheptel bovin relativement proche, environ 6 millions de têtes.

Indices des prix à la production des bovins, base 100 en 2005, 2005-2012

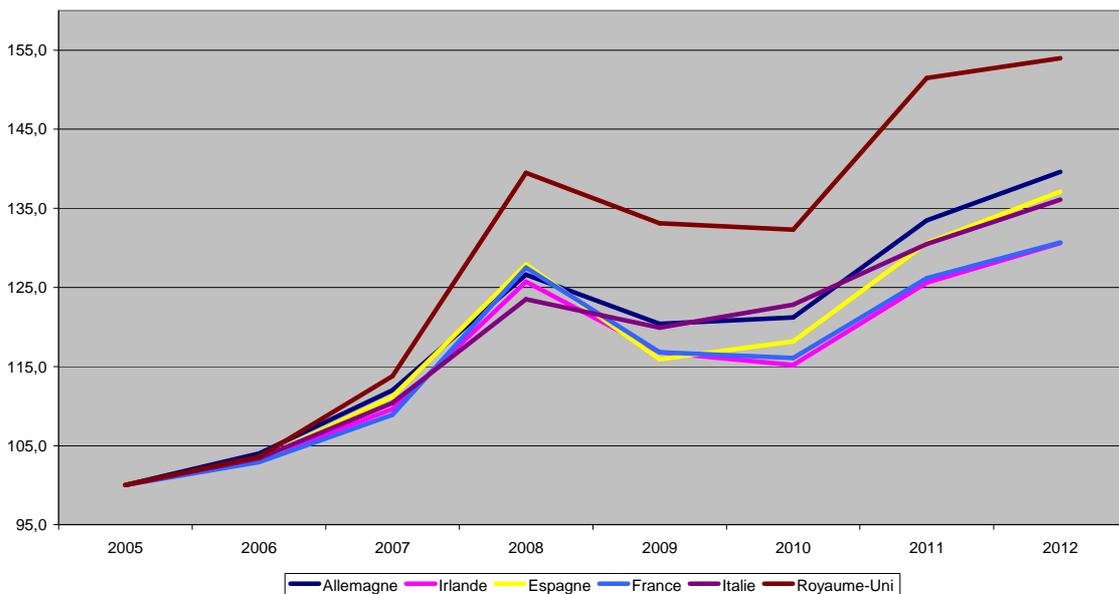


Source : Eurostat, novembre 2013

Depuis 2005, l'évolution de l'indice des prix à la production des bovins est relativement proche en ce qui concerne la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et l'Irlande (sauf à la fin de la période). A partir de 2010, on constate une hausse très nette de ces prix se poursuivant jusqu'en 2012. Cette hausse peut s'expliquer par une raréfaction de l'offre à l'échelle européenne, par une demande croissante à l'exportation et par une hausse des coûts des moyens de production agricole, notamment l'alimentation animale.

L'évolution des prix à la production au Royaume-Uni est singulière à partir de l'année 2007 (pour le Royaume-Uni). Cette comparaison entre la situation des pays de la zone euro et celle du Royaume-Uni permet de mettre en lumière l'importance des cours mondiaux des matières premières agricoles et l'influence des variations monétaires. En effet, le Royaume-Uni a connu une dépréciation de sa monnaie à partir de la mi-2007. Entre la mi-2007 et la fin de l'année 2008, le taux de change effectif nominal de la livre a diminué d'environ 25%, alors que l'euro s'appréciait de 3,8%⁷. Dans le même temps, les cours mondiaux des matières premières agricoles ont connu une très forte augmentation. Ainsi, par exemple, le cours du blé à Chicago a augmenté de 91,2% (en dollars) entre juin 2007 et mars 2008.

Evolution de l'indice global des prix des moyens de production agricole, base 100 en 2005, 2005-2012

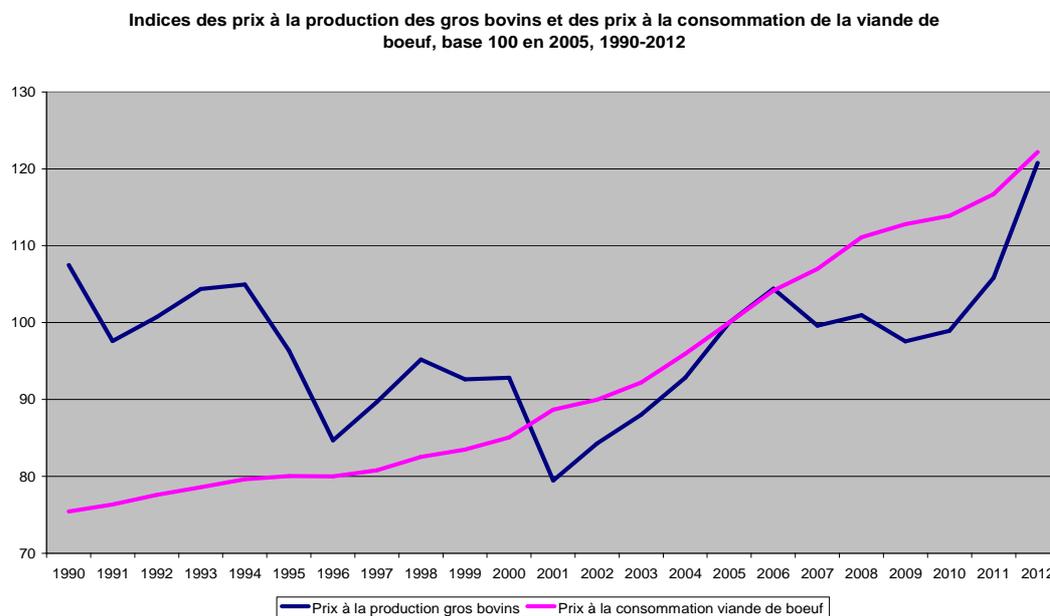


Source : Eurostat, décembre 2013

Associée à la forte dépréciation de la livre (aux effets inflationnistes sur le marché intérieur car elle renchérit le prix des importations), l'importante hausse du prix des matières premières agricoles importées peut expliquer en partie l'accroissement important du prix à la production des bovins au Royaume-Uni, par l'intermédiaire du coût croissant des moyens de production agricole et, en particulier, l'alimentation animale, principalement composée de céréales et d'oléagineux.

⁷ Cf. Insee, Note de conjoncture, juin 2010, pages 36 et 37 : le taux de change effectif nominal est une moyenne des taux de change de la livre face aux autres monnaies, pondérés par le poids de ces pays dans le commerce avec le Royaume-Uni.

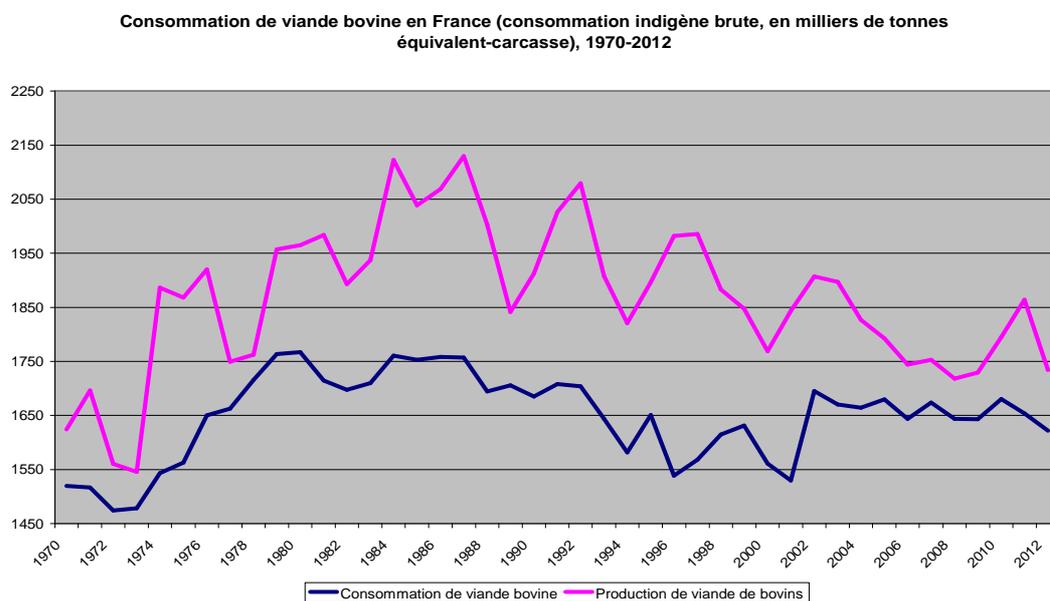
3) L'évolution de la consommation de viande bovine par les ménages français se caractérise par une augmentation très importante entre 1970 et 1988, puis des années de déclin notamment au cours des crises sanitaires touchant les bovins en Europe dans les années 1990, et après une reprise depuis 2002, un net déclin après 2010, alors que les prix à la consommation de la viande bovine ont augmenté de manière importante depuis 1990



Source : Ministère de l'Agriculture, étude Graph Agri France 2013, décembre 2013

Depuis 1990, on constate une hausse continue des prix à la consommation de la viande de bœuf (+2,2% en moyenne par an), alors que l'évolution des prix à la production des gros bovins est beaucoup plus irrégulière, notamment en raison des deux crises bovines de 1996 et de 2000 qui ont fait chuter les prix. Depuis 2009, la tendance est toutefois nettement à la hausse à la fois pour les prix à la production et pour les prix à la consommation.

Ces dernières années, les prix à la production sont tirés vers le haut, en raison de la faiblesse de l'offre au niveau européen et de la demande dynamique à l'exportation, notamment vers le marché turc.



Source : Ministère de l'Agriculture, étude, Graph Agri France 2013, décembre 2013

Consommation indigène brute (CIB) : la consommation indigène brute de viande dans un pays donné est obtenue par calcul à partir des abattages, augmentés des importations et diminués des exportations totales de viandes (y c. produits à base de viandes, charcuteries, graisses). La CIB s'exprime en tonnes-équivalent-carcasse uniquement.

La consommation de viande bovine en France a connu une augmentation très importante au cours des années 1970 (+16,3% en 1980 par rapport à 1970), parallèlement au développement de la production nationale. Par la suite, l'évolution de la consommation a été marquée par les crises bovines de 1996 et du début des années 2000, avant de connaître une nouvelle hausse en 2002 (+10,8% par rapport à 2001). Depuis 2010, la consommation décline (-3,5% entre 2010 et 2012), en lien avec l'augmentation des prix à la consommation.

Tableau 4 : Évolution des taux de variation moyens de la consommation de viande bovine de 1970 à 2011 (par période de 10 ans)

Taux de variation annuel	Consommation de viande bovine
Moyenne annuelle 1970-1979	1,7%
Moyenne annuelle 1980-1989	-0,3%
Moyenne annuelle 1990-1999	-0,4%
Moyenne annuelle 2000-2011	0,2%
Moyenne annuelle 1970-2011	0,2%

Source : Ministère de l'Agriculture, étude, Graph Agri France 2013, décembre 2013

Au cours des dernières années, les modes de consommation des ménages français ont profondément évolué, notamment concernant les points suivants :

- les circuits de distribution, **avec le recul de la boucherie artisanale et l'importance grandissante des grandes et moyennes surfaces (GMS)**. D'après les données de FranceAgriMer basées sur les estimations de Kantar Worldpanel⁸, 70% des achats de viande bovine par les ménages français étaient réalisés ailleurs qu'en GMS en 1975, que ce soit en boucherie (56%) ou en circuits spécialisés (15%). En 2011, ces deux circuits de commercialisation ne représentaient plus que 12% et 8% du total des achats de viande bovine.

- la consommation des produits elle-même : certains produits sont délaissés au profit d'autres (steak haché, etc.), le consommateur recherchant également des produits de plus en plus élaborés, rapides à préparer et peu chers (plats cuisinés, etc.). Ainsi, selon FranceAgriMer, **on estimait en 1975 que les viandes hachées représentaient moins de 1% des volumes commercialisés par les industriels. Dix ans plus tard, cette proportion s'élevait à 7%, pour atteindre aujourd'hui 30%**⁹. Sur les 240 000 tonnes de steak haché fabriqué chaque année, un tiers est commercialisé en frais et deux tiers en

⁸ Cf. FranceAgriMer, *élevage/viandes*, février 2012, numéro 12, « la filière bovine française face à la sortie des quotas laitiers », page 4.

⁹ Cf. FranceAgriMer, *élevage/viandes*, février 2012, numéro 12, « la filière bovine française face à la sortie des quotas laitiers », pages 4 et 5.

surgelé. En outre, la gamme des produits hachés s'est diversifiée progressivement (boulettes de viande, cheveux d'ange, etc.).

Ces évolutions des habitudes des consommateurs français et des circuits de commercialisation ont eu un impact sur toute la chaîne d'approvisionnement de viande bovine : distributeurs, industriels de la transformation, producteurs agricoles. Ainsi, dans le but d'élaborer des produits peu onéreux destinés principalement aux GMS (tels que la viande hachée), la demande des industriels français s'est portée davantage vers des animaux meilleur marché (destinés à la production des « bas » morceaux), essentiellement des vaches laitières de réforme. Or, alors que le cheptel de vaches allaitantes (animaux destinés traditionnellement aux boucheries artisanales pour la production de morceaux « nobles ») a augmenté d'environ 42% entre 1983 et 2012, le cheptel français de vaches laitières a été divisé par deux sur la même période (cf. page 2).

Afin de compenser l'offre française aujourd'hui insuffisante pour couvrir les besoins spécifiques du marché intérieur en produits bon marché issus de vaches laitières, les industriels français sont amenés à en importer depuis d'autres pays européens (notamment l'Irlande, l'Allemagne et l'Espagne).

Le bureau 1B de la veille économique et des prix de la DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) conçoit et met en place des outils visant à améliorer la transparence économique sur les circuits de production et de commercialisation des biens et services, afin de permettre d'effectuer dans ce domaine des analyses fondées sur des éléments objectifs et partagés. Il intervient notamment dans le domaine des analyses de prix, ainsi que dans l'observation des mécanismes de formation des prix et des marges, en liaison avec les autres observatoires compétents dans ces domaines. Il conduit des études économiques au profit de la direction générale. Il est chargé des fonctions de documentation et de veille économiques internes à la direction générale. Il assure l'exploitation statistique du baromètre des réclamations des consommateurs.

Adresse postale :

[Ministère de l'économie et des finances - DGCCRF](#)
[Bureau de la veille économique et des prix \(1B\)](#)
Teledoc 052
59 boulevard Vincent Auriol
75703 PARIS CEDEX 13

Adresse électronique : Bureau-1B@dgccrf.finances.gouv.fr